
Désacraliser le droit musulman

Entretien avec

Soheib Bencheikh

Fils de l'ancien recteur de la Grande mosquée de Paris, Abbas Bencheikh el-Hocine, et issu d'une grande famille de religieux algériens, le grand mufti de Marseille, Soheib Bencheikh, dénonce la barbarie des massacres commis en Algérie et estime que c'est l'islamisme, et non l'islam, qui pâtit de l'horreur suscitée dans l'opinion algérienne et internationale par les agissements des GIA. Il souligne toutefois l'urgence de réformer le droit musulman, que les GIA utilisent pour justifier leurs actes et qui est le reflet d'une époque révolue, le Moyen Age.

— Vous vivez à Marseille, distante d'à peine une heure par avion d'Alger. Comment ressentez-vous les événements d'Algérie?

Tout le monde a envie d'être aux côtés de ce peuple en voie d'extermination. Mais en tant qu'Algérien, de surcroît religieux, vivant en France, je suis doublement affecté. Par mon sentiment d'appartenance à ce peuple. Et par le risque d'amalgame, qu'en tant que mufti je ressens fortement, entre l'islam et les violences barbares perpétrées par les Groupes islamiques armés (GIA). Nous, musulmans, savons que ces actes n'ont aucun lien avec notre foi. Mais ici, en Occident, au lieu d'accuser les barbares, on incrimine l'islam. Or le peuple algérien est un peuple croyant, victime de la barbarie.

— En tant qu'expert des textes sacrés de l'islam, comment expliquez-vous le fanatisme des GIA qui justifient leurs actes en puisant dans le corpus du Coran et de la Tradition?

Printemps 1998

Les GIA ne veulent pas séduire ni endoctriner le peuple algérien. Mais, au nom d'un juridisme sec et sans fondement spirituel, ils appliquent une sentence autoproclamée qui est la mise à mort de tous ceux qui ne les suivent pas. Il faut être théologien et versé dans l'archaïsme juridique pour suivre leur cheminement. Au début de la lutte armée — les GIA n'étaient alors qu'un groupuscule —, le FIS avait une logique politique. Utilisant un verset du Coran: «*Celui qui ne juge pas selon ce que Dieu a dicté, voici l'impie (ou le transgresseur)*», il a désigné le pouvoir algérien en l'accusant d'être ce transgresser. Mais aujourd'hui, c'est pire. Les GIA ont voulu que le peuple se soulève. Et ils ont décrété que ce peuple qui ne les a pas suivis, qui a accepté selon eux d'être régi par un gouvernement impie, est renégat, une accusation encore plus grave que l'impiété car le renégat est celui qui a quitté l'islam. Ils appliquent alors la sentence de mort dictée par le *hadith*¹: «*Celui qui change sa religion, tuez-le*».

— *Leur raisonnement est-il imparable théologiquement?*

La source du problème, c'est la survivance du droit musulman tel qu'il est parvenu jusqu'à notre époque. Un droit établi au Moyen-Age et considéré comme sacré. Ces hommes n'agissent pas sans *fatwa* déclarant licite le sang qu'ils vont faire couler. Ils prient et violent des femmes dans l'heure qui suit en recourant au principe du «mariage de jouissance». Ils savent que le droit musulman interdit en cas de guerre la mise à mort des femmes, des enfants, des vieillards, des moines, c'est-à-dire de tous les non-guerriers, mais ils utilisent un *hadith* qui explique qu'en cas de *razzia* nocturne, lorsque la pénombre empêche de distinguer, cela est autorisé car «*ils sont de la même espèce*». En fait, les *hadith* sont un océan de maximes dans lequel on trouve tout et son contraire. Leur interprétation doit passer par la compréhension d'un théologien pour devenir recommandation, de même qu'un médicament doit être prescrit par un médecin. Les "émirs" des GIA n'ont aucune culture religieuse. Ce sont des ignares. Certes, il y a des lettrés derrière eux, mais ceux-ci oublient qu'être théologien, c'est être nuancé.

— *Tout ce sang versé au nom de l'islam ne va-t-il pas détourner de cette religion une grande partie des Algériens?*

Je suis sûr que non. Il est flagrant pour les musulmans, comme cela devrait l'être pour les non-musulmans, que la foi d'un milliard d'individus sur la terre ne saurait être fondée sur une telle logique d'extermination. La foi n'a pas été ébranlée. Le réflexe spontané reste de se tourner vers Dieu. L'ampleur de la barbarie dessert l'islamisme mais non pas l'islam. Chez les catholiques, l'Inquisition, qui au XIV^{ème} siècle et au nom de Jésus, crevait les yeux pour donner la vue aux hérétiques et donnait la mort pour assurer leur salut, n'a pas desservi le Christ.

Chez les musulmans, l'islam est synonyme de justice et de vertu. La tragédie algérienne est peut-être en fait le prix à payer pour que l'islam entre dans la modernité. Elle a remis en cause le tabou de la sacralité du droit musulman. Les penseurs et les théologiens vont devoir oser réfléchir sérieusement sur le statut de la religion dans une société moderne. C'est aux plus croyants des musulmans de demander les premiers la séparation de la religion et de l'Etat. Entre des Etats qui veulent asseoir leur autorité au nom de l'islam et des partis qui veulent leur contester le pouvoir également au nom de l'islam, le match est nul et non avenue. Un débat de fond s'amorce.

— *L'élite religieuse musulmane est-elle donc responsable de la confusion actuelle?*

Cette élite est responsable, notamment depuis l'indépendance des pays arabes, de n'avoir pas su susciter et adopter une réforme théologique. Mais elle n'est pas la seule. Quelle hypocrisie des Etats que d'avoir adopté des systèmes politiques modernes — la République, la monarchie constitutionnelle — mais de n'avoir pas remis en cause un droit datant du Moyen-Age, une époque où ces concepts étaient inconnus! Le droit musulman était génial pour son époque mais ce n'est plus la nôtre. Verrait-on aujourd'hui des chrétiens prendre les armes contre l'hérétique en se justifiant par les écrits de saint Thomas d'Aquin? Aujourd'hui encore, tout le monde dénonce la barbarie des GIA: Al-Azhar, l'Iran, le FIS. Mais personne n'ose appeler à la désacralisation du *fiqh*², ni n'ose dire qu'il est la survivance de la compréhension et de l'adaptation à un monde aujourd'hui disparu. Personne n'ose affirmer que le *fiqh* n'est pas la parole de Dieu. En 1984 en Algérie, lors de l'adoption du nouveau code de la famille, n'a-t-on pas entendu des islamistes comme des anti-islamistes dire que ce code relevait d'une dictée divine? Tant qu'on ne désacralise pas le patrimoine musulman et qu'on n'y voit pas seulement une richesse humaine, historique, on reste figé. Il faut dire et répéter que, pour un croyant musulman, seul le Coran est sacré et qu'avec la force du verbe, il exclut toute autre source que lui pour fonder la morale religieuse, la spiritualité de l'individu, son lien avec l'existence. Le prophète Mohammed et les premiers califes interdisaient que l'on écrive les *hadith*.

— *Quelle est, selon vous, la part du régime dans les assassinats et les massacres en Algérie?*

Soyons clairs. Peut-on considérer de la même manière un barbare qui viole les femmes, extermine les bébés et tout un village, et un colonel qui n'agit pas parce qu'il n'en a pas reçu l'ordre? Quand même! Le pouvoir algérien joue de son incompetence, du laisser-aller et de la lourdeur qui hantent l'administration. Certes, je pense que certains crimes individuels, les assassinats de Mohammed Boudiaf, de Kasdi Merbah ou de Benhamouda,

par exemple, ne sont pas imputables aux islamistes mais relèvent de règlements de compte internes. Je crois aussi que les forces de sécurité s'autorisent des actions illégales, sous prétexte qu'arrêter et juger les gens, ça prend du temps. L'Etat algérien est un Etat du tiers-monde où l'Etat de droit reste une théorie. L'Algérie d'aujourd'hui est une formidable dictature avec ce paradoxe d'une presse qui peut écrire qu'il n'y a pas de liberté de la presse.

Un dernier mot enfin au sujet des démocrates dont la plupart dénigrent l'islam ou ont banni ce mot de leur vocabulaire. Qu'ils prennent conscience qu'ainsi, ils désignent aux yeux de l'opinion les islamistes comme les seuls défenseurs de l'islam.

Entretien conduit par
Jean-Christophe Ploquin